

Au Journal officiel du 11 au 17 mai 2019

20/05/2019

Au Journal officiel du 11 au 17 mai 2019

La Rédaction législation de LexisNexis vous propose une sélection des textes (et décisions du Conseil d'État) les plus importants parus au Journal officiel.

Au JO du 11 mai 2019 :

- Décret n° 2019-428 du 9 mai 2019 relatif à la **numérotation d'une sous-section du Code de commerce** . – *Modification du Code de commerce* ;
- Décret n° 2019-432 du 9 mai 2019 portant **application de l'ordonnance n° 2018-1178 du 19 décembre 2018 relative aux mesures relevant du domaine de la loi nécessaires pour parfaire la transposition en droit interne des principes du code mondial antidopage** . – *Modification du Code du sport* ;
- Arrêté du 6 mai 2019 relatif au **médiateur interne de la police nationale** . – *Modification de l'arrêté du 6 juin 2006*.

Au JO du 12 mai 2019 :

- Décret n° 2019-434 du 10 mai 2019 relatif à la **concertation avec les partenaires sociaux en vue de l'enregistrement au répertoire national des certifications professionnelles de diplômes de l'enseignement supérieur délivrés au nom de l'État** . – *Modification du Code du travail* ;

À signaler également au titre de ce JO :

- **Conseil d'État, avis n° 426321 du 9 mai 2019** : C. santé publ., art. R. 1142-53
- **Conseil d'État, avis n° n° 426365 du 9 mai 2019** : C. santé publ., art. R. 1142-53.

Au JO du 14 mai 2019 :

- Décret n° 2019-437 du 13 mai 2019 relatif aux **modalités d'application de la mise en demeure en cas de non-respect du dispositif expérimental d'encadrement du niveau des loyers et au recouvrement des amendes administratives dans le cadre des rapports locatifs** . – *Modification du Code de la construction et de l'habitation et de plusieurs textes non codifiés* ;
- Décret n° 2019-438 du 13 mai 2019 relatif à **l'Agence nationale pour la rénovation urbaine** . – *Modification du décret n° 2004-123 du 9 février 2004*.

Au JO du 15 mai 2019 :

- Décret n° 2019-439 du 14 mai 2019 relatif au **Haut Conseil pour le climat** . – *Modification du Code de l'environnement et abrogation du décret n° 2015-1222 du 2 octobre 2015* ;
- Décret n° 2019-441 du 13 mai 2019 relatif à la **réquisition temporaire de terrains et de bâtiments nécessaires à l'organisation et au déroulement des jeux Olympiques et Paralympiques de 2024** ;
- Arrêté du 6 mai 2019 modifiant l'annexe de l'arrêté du 1er juillet 2016 relatif au **modèle type de contrat d'intégration républicaine créé par la loi n° 2016-274 du 7 mars 2016 relative au droit des étrangers en France** . – *Modification de l'arrêté du 1^{er} juillet 2016*.

Au JO du 16 mai 2019 :

- Ordonnance n° 2019-453 du 15 mai 2019 relative à **l'expérimentation d'une politique des loyers prenant mieux en compte la capacité financière des ménages nouveaux entrants du parc social** ;

- Ordonnance n° 2019-454 du 15 mai 2019 portant **adaptation du mode de calcul du supplément de loyer de solidarité** . – *Modification du Code de la construction et de l'habitation* ;
- Décret n° 2019-452 du 13 mai 2019 **autorisant la création d'un moyen d'identification électronique dénommé « Authentification en ligne certifiée sur mobile »** . – *Modification du Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile et du décret n° 2016-1460 du 28 octobre 2016* . – *Voir également CNIL, délibération n° 2018-342 du 18 octobre 2018*.

Au JO du 17 mai 2019 :

- Décret n° 2019-455 du 16 mai 2019 relatif à **l'information des bailleurs quant aux conséquences de l'absence de contestation des décisions de la commission du surendettement et du juge du surendettement sur la décision d'expulsion conditionnelle antérieurement rendue par le juge du bail** . – *Modification du Code de la consommation* ;
- Décret n° 2019-458 du 15 mai 2019 relatif aux **modalités de transmission des remises conventionnelles nécessaires aux calculs de la contribution mentionnée à l'article L. 138-10 du Code de la sécurité sociale** . – *Modification du Code de la sécurité sociale*. – *Le présent décret s'applique à compter des contributions mentionnées à l'article L. 138-10 et des remises mentionnées à l'article L. 138-13 dues au titre de 2019 (cf. art. 2)* ;
- Décret n° 2019-460 du 16 mai 2019 portant **création d'un service à compétence nationale dénommé « service d'enquêtes judiciaires des finances »** . – *Ce texte entre en vigueur le 1er juillet 2019 (cf. art. 10)* ;

Et Arrêté du 16 mai 2019 relatif au **service à compétence nationale dénommé « service d'enquêtes judiciaires des finances »** . – *Modification de l'arrêté du 3 avril 2008 et de l'arrêté du 16 juillet 2018*. – *Abrogation de l'arrêté du 5 décembre 2002 et de l'arrêté du 17 novembre 2017*. – *Ce texte entre en vigueur le 1er juillet 2019 (cf. art. 5)* ;

- Décret n° 2019-461 du 16 mai 2019 relatif aux **travaux de modification des immeubles de moyenne hauteur** . – *Modification du Code de la construction et de l'habitation* ;
- Arrêté du 6 mai 2019 complétant l'arrêté du 4 février 2019 fixant la **liste des fournisseurs d'un bien ou d'un service qui communiquent à l'administration les informations permettant de vérifier le domicile déclaré lors d'une demande de carte nationale d'identité, de passeport ou de certificat d'immatriculation d'un véhicule** . – *Modification de l'arrêté du 4 février 2019* ;
- Arrêté du 10 mai 2019 modifiant l'arrêté du 30 décembre 2011 portant **règlement de sécurité pour la construction des immeubles de grande hauteur et leur protection contre les risques d'incendie et de panique** . – *Modification de l'arrêté du 30 décembre 2011* ;
- Arrêté du 10 mai 2019 modifiant l'arrêté du 25 juin 1980 portant **approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP)** . – *Modification de l'arrêté du 25 juin 1980* ;
- Arrêté du 10 mai 2019 portant **modification du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public** . – *Modification de l'arrêté du 25 juin 1980*.

La Rédaction législative

